

International

LES VOIX POLYMORPHES DE LA JEUNESSE LIBANAISE : ENTRE COLÈRE, DÉSESPOIR ET MOBILISATION

Margaux Bonnet, Youmna Chamcham, Jean Kassir, Michelle et Noël Keserwany, Samer Makarem

Le Liban traverse depuis de nombreux mois une crise économique, politique et sociale qui semble insoluble. Malgré la forte mobilisation populaire, rien ne semble pouvoir mettre fin aux blocages institutionnels et à l'inertie volontaire de la classe politique. Margaux Bonnet, membre de l'Observatoire de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient de la Fondation, a mené des entretiens avec de jeunes activistes libanais qui livrent leur lecture de la situation et évoquent leur engagement.

Le Liban au bord du gouffre, par Margaux Bonnet

Il est difficile d'écrire sur le Liban tant la situation se dégrade rapidement. De mois en mois, la vie quotidienne des six millions d'habitants ressemble de plus en plus à un exercice de survie, conséquence de l'effondrement économique du pays et de la mauvaise gestion de ses dirigeants. La Banque mondiale classe déjà la crise actuelle parmi les trois crises économiques les plus importantes depuis 1850 dans le monde. Le choc du contrôle drastique des devises empêchant les épargnants de retirer leur argent en dollars depuis octobre 2019 a exposé la crise financière profonde d'une monnaie à la valeur longtemps déconnectée de la réalité économique du pays. Le taux officiel d'un dollar pour 1 500 livres libanaises est monté à 20 000 livres libanaises cet été. L'augmentation des prix et l'arrêt des subventions de l'État sur les produits de première nécessité ont fait de l'achat de viande, de médicaments, de produits hygiéniques et de couches pour les nourrissons des produits de luxe pour une large partie de la population dont la moitié est tombée sous le seuil de pauvreté. Les pénuries les plus impressionnantes sont celles de l'électricité, coupées entre 12 et 22 heures par jour, jusqu'au black-out total qui a plongé le pays dans la nuit le 9 octobre dernier. Les pénuries en fuel ont empêché les générateurs de rattraper le manque de production d'électricité, y compris dans les hôpitaux, où les patients étaient transportés sur la route, faute de carburant pour faire démarrer les ambulances. Les images des files d'attente aux portes des stations-service, où des violences ont plusieurs fois éclaté, ont fait le tour des réseaux

sociaux. Les coupures d'électricité menacent la sécurité alimentaire et le sommeil durant les chaudes nuits d'été où la température nocturne ne descendait pas en-dessous des 30 degrés à Beyrouth. L'hiver arrivant est encore plus redouté.

Pour les parents et grands-parents, la situation et le gel de leur épargne est le drame de toute une vie ; pour la jeune génération qui n'est pas déjà partie étudier ou travailler à l'étranger, la colère et la détresse prédominent face à l'absence de perspectives. Pour les étudiants, la crise liée à la Covid-19 et la crise économique ont interrompu durant plusieurs mois la scolarité. Même le papier commence à faire défaut dans les universités où le coût des frais de scolarité a augmenté avec l'inflation. Pour les salariés ou consultants d'organisations internationales ou d'entreprises étrangères, tout l'enjeu est d'être payé en « *fresh dollars* », ces nouveaux dollars injectés dans l'économie libanaise après le gel des banques, et qui seuls permettent d'assurer la poursuite d'une vie décente. Les inégalités, déjà très élevées dans le pays, sont devenues insoutenables : le trajet en service, taxi collectif très usité en l'absence de transports publics dans une ville comme Beyrouth, valait, en 2019, 2 000 livres libanaises et, en août 2021, 10 000, soit 0,50 centime pour une personne payée en *fresh dollars* à un niveau de salaire européen, 5 dollars pour une personne payée en livres libanaises dont le salaire minimum est aujourd'hui parmi les plus bas du monde à 29 dollars. Ce nouveau clivage se retrouve instrumentalisé dans les discours politiques, notamment ceux du chef du parti chiite Hezbollah, Hassan Nasrallah, entre une classe privilégiée payée de l'étranger en *fresh dollars* qu'il associe aux partisans de la *thawra* (« révolution »), le mouvement de contestation qui a éclaté le 17 octobre 2019 d'un côté, et le peuple subissant les conséquences de l'autre. C'est sous-estimer le soutien populaire à l'épisode révolutionnaire contre la classe dirigeante identifiée corrompue dans son ensemble : « *Kellon yane kellon* » (« Tous, ça veut dire tous ») en était le slogan.

Même pour les jeunes plus engagés et déterminés à rester, la réalité du marché de l'emploi et de la vie quotidienne finit par prendre le pas sur l'amour de sa famille et du pays. Beaucoup ressentent les effets post-traumatiques de l'explosion du port de Beyrouth le 4 août 2020 dont les quartiers touchés portent toujours les stigmates. L'état de dépression ambiant a été qualifié dans un rapport de la Banque mondiale de « délibéré » de la part des autorités libanaises qui n'hésitent pas à inviter leurs concitoyens mécontents à émigrer vers l'Europe ou le Canada, nouvelle destination privilégiée par la diaspora libanaise. À l'aéroport de Beyrouth, un grand panneau lumineux appelle les Libanais à peine partis à venir en aide à leur famille : les mots « *Lebanese expats, send gifts to Lebanon!* » résonnent avec une ironie acide. La recherche de justice après l'explosion du 4 août ayant fait plus de 200 morts canalise aujourd'hui les tensions vis-à-vis des dirigeants entravant la justice. Le juge Tarek Bitar, après la récusation de son prédécesseur Fadi Sawan par la Cour de cassation, a été contraint d'interrompre pour la troisième fois ses investigations début novembre

dernier suite à des plaintes pour partialité de la part des politiciens qu'il visait. Plus inquiétant encore, une manifestation devant le Palais de justice en soutien aux familles des victimes a donné lieu à l'affrontement le plus meurtrier des dix dernières années à Beyrouth le 14 octobre dernier entre les partisans des deux partis chiites Hezbollah et Amal, dont des ministres étaient mis en cause dans l'enquête du port, et les Forces libanaises, autour de Tayouneh qui délimite le quartier à majorité chrétienne d'Aïn El-Remmaneh de celui à majorité chiite de Chiyah. La charge symbolique était forte dans ce carrefour réputé pour être le lieu où la guerre civile a débuté en 1975. Les clivages sectaires ancestraux fondant le système confessionnel ont rapidement été mobilisés, ceux-là mêmes que le mouvement laïc porté par la jeunesse appelle à abolir. La nomination d'un nouveau gouvernement le 10 septembre dernier sous la direction du milliardaire Najib Mikati était attendu par les chancelleries étrangères en quête d'interlocuteurs pour organiser l'aide internationale, mais demeure un non-événement pour la plupart des Libanais qui ne croient plus en leurs dirigeants. Tous les yeux sont désormais tournés vers les prochaines élections législatives qui auront lieu le 27 mars 2022, surtout depuis la confirmation du vote des expatriés pour l'élection de 128 sièges au Parlement.

Les jeunes Libanais et Libanaises ont longtemps été perçus comme une génération d'après-guerre désillusionnée par la politique, délaissant l'engagement militant traditionnel, préférant quand ils le peuvent partir à l'étranger pour effectuer leurs études et travailler. Si leur socialisation politique n'a pas pu se faire à l'école où l'enseignement de la guerre civile ne se fait pas, ni dans les familles à l'héritage traumatique biaisé, de nombreux événements ont poussé la nouvelle génération à s'engager de façon polymorphe. Toutes et tous se souviennent malgré leur jeune âge de 2005 où un million de Libanais avaient manifesté dans la rue contre la présence syrienne suite à l'assassinat du Premier ministre Rafic Hariri. Par la suite, la crise des déchets en 2015 et le mouvement *You stink* qu'elle avait suscité, les élections municipales de 2016, avec la formation de la liste indépendante Beirut Madinati regroupant des personnalités de la société civile, auxquelles s'ajoutent une série d'événements plus sporadiques, forment tout un continuum de mobilisations aboutissant à la longue contestation entamée le 17 octobre 2019. La *thawra* constitue désormais une expérience collective de référence, malgré les espoirs déçus. La colère ayant poussé des milliers de Libanais à barrer les routes et occuper les places publiques à la fin de l'année 2019 ne diminue pas, et la paupérisation pousse un nombre grandissant de Libanais considérant n'avoir plus rien à perdre à envisager la confrontation violente avec le régime, dans une logique de survie binaire, « eux » ou « nous ». Mais le coût d'une telle mobilisation la rend difficile à tenir dans la durée : après des mois de sacrifice financier, il faut retourner au travail ou à l'école. Dans la rue, dans les urnes bientôt, mais aussi à la tête de nouveaux mouvements politiques, d'ONG, de nouveaux médias ou s'exprimant par l'art, une partie de la jeune génération transforme ainsi cette colère avec brio pour se construire de nouvelles perspectives et un avenir dans leur pays.

Entretien avec Michelle et Noël Keserwany

Michelle et **Noël Keserwany** sont des sœurs connues pour leurs chansons et films abordant les enjeux sociaux et politiques qui traversent le Liban depuis les dix dernières années. Leur dernière chanson, sortie le 30 septembre 2021, *Alf Leileh w Leil*, dénonce la crise, les responsables politiques et la répression de la révolution. Noël et Michelle réagissent aux injustices sans choisir leurs causes et aux agressions comme une nécessité. En décrivant l'art comme un amplificateur des messages qu'elles portent, elles partagent une pensée très collective et présentent leur travail comme l'aboutissement d'une longue chaîne de militants, avocats, journalistes et vidéastes courageux et inspirants. Margaux Bonnet a dialogué avec elles à Paris, bercées par le bruit des trains de la gare du Nord, le 1^{er} octobre dernier.

Entretien avec Samer Makarem (en anglais)

Samer Makarem est membre fondateur et membre du conseil exécutif de Minteshreen, un nouveau parti politique de l'opposition né de la révolution du 17 octobre 2019. Expert en marketing dans le secteur privé, partenaire du groupe Factory People, une entreprise de divertissement, d'art et de culture qui dirige deux boîtes de nuit à Beyrouth détruites lors de l'explosion du 4 août 2020, Samer est aussi activiste depuis une dizaine d'années. Il a connu les fondateurs de Minteshreen dans la rue durant la *thawra* en 2019. En partant de la rue comme outil politique, le mouvement s'est organisé pour se lancer dans la bataille électorale de mars prochain en misant sur un changement du système de l'intérieur. « *Minteshreen tries to regain this political awareness and knowledge for an entire generation who wants to be involved and active but has been almost apathetic for several years before the uprising. We have to face the regime with ideas.* » Ce moment de bascule a été fondamental pour lui car il a apporté de l'espoir à une génération qui a grandi sans savoir ce qu'était une bonne gouvernance et pour qui tout reste à inventer. Samer sait se réjouir des petites victoires car il sait que le système est à bout de souffle et la pression doit continuer de la part de l'ensemble de l'opposition pour que la porte de Minteshreen reste ouverte. Margaux Bonnet a dialogué avec lui à Beyrouth le 10 août dernier.

Entretien avec Jean Kassir

Jean Kassir est le cofondateur du nouveau média *Megaphone*, créé après les mouvements de contestation de 2015 et devenu lors du soulèvement populaire du 17 octobre 2019 une source de

documentation quotidienne de la révolution. Le média propose un contenu critique à l'égard des différentes formes de pouvoir pour rompre le monopole de l'information des médias, affiliés pour plus de 70% à des formations politiques ou à des hommes d'affaires proches du pouvoir.

Megaphone propose également du contenu analytique pour rendre notamment le débat économique plus accessible à la jeunesse libanaise, principalement via les réseaux sociaux.

Engagé depuis 2011, Jean Kassir s'est investi dans le syndicalisme étudiant au sein du club laïc de l'AUB (Université américaine de Beyrouth) puis de l'alliance des clubs universitaires laïcs appelée Mada, et dans les élections municipales en soutenant la liste indépendante Beirut Medinati en 2015. Il appelle aujourd'hui à un travail de fond pour revoir l'analyse du problème libanais, y compris sous un angle régional, et créer une nouvelle pensée de gauche, incarnée dans un nouvel espace politique. Margaux Bonnet a dialogué à distance entre Beyrouth et Paris le 16 septembre dernier.

Entretien avec Youmna Chamcham

Youmna Chamcham est la cofondatrice de l'ONG *Live Love Lebanon*. Elle est designer, spécialiste de la création de contenus et de communautés en ligne. Venant du monde du divertissement et vivant depuis plus de dix ans à l'étranger, elle et son ONG n'étaient pas destinées à l'humanitaire. Pourtant, avec une communauté de plus de 600 000 personnes dans le monde entier sur les réseaux sociaux, l'organisation parvient à lever des fonds, apporte des solutions concrètes et propose un cadre d'actions pour répondre aux problèmes socio-économiques et environnementaux que rencontre le pays depuis près de dix ans. En véhiculant de l'espoir et en proposant des actions solidaires à des milliers de personnes désespérant de la situation de leur pays sans savoir comment aider, *Live Love Lebanon* propose un récit unificateur se substituant au récit national d'un État failli : « Il fallait que l'on fasse quelque chose de toute cette colère que nous ressentions. Pour nous, l'État n'existe pas, c'est la défaillance d'un système censé nous protéger. Il faut continuer à avancer. » Les nombreuses entraves politiques et administratives à l'activité des organisations sur le terrain n'ont pas découragé le tissu associatif, malgré le sentiment de fin du monde permanent qui résonne chez l'ensemble de la jeunesse. Margaux Bonnet a rencontré et dialogué avec Youmna Chamcham en Grèce le 19 août dernier.